

*Les banques coopératives en France, le défi de la performance et de la solidarité*, Sous la direction de Nadine Richez-Battesti et Patrick Gianfaldoni. L'Harmattan, collection « L'esprit économique », Paris, mars 2007, 289 p.

Daniel Côté

L'Université coopérative européenne (UCE)  
The University coopérative européenne (UCE)  
Numéro 306, octobre 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1021257ar>  
DOI : <https://doi.org/10.7202/1021257ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association Recma

ISSN

1626-1682 (imprimé)  
2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Côté, D. (2007). Compte rendu de [*Les banques coopératives en France, le défi de la performance et de la solidarité*, Sous la direction de Nadine Richez-Battesti et Patrick Gianfaldoni. L'Harmattan, collection « L'esprit économique », Paris, mars 2007, 289 p.] *Revue internationale de l'économie sociale*,(306), 92-93.  
<https://doi.org/10.7202/1021257ar>

# NOTES DE LECTURE

**Les banques coopératives en France, le défi de la performance et de la solidarité**  
*Sous la direction de Nadine Richez-Battesti et Patrick Gianfaldoni. L'Harmattan, collection « L'esprit économique », Paris, mars 2007, 289 p.*

Globalement, voilà un ouvrage des plus intéressants qui devrait être lu par tous ceux qui s'intéressent aux banques coopératives. Compte tenu des enjeux identitaires qui touchent les grands réseaux coopératifs dans bon nombre de pays développés, cet ouvrage est également fort pertinent pour tout acteur (élu, gestionnaire, chercheur...) concerné par la place et le rôle de ces organisations.

Cet ouvrage est fort bien documenté. Il s'appuie sur une information de qualité alors que l'analyse s'avère rigoureuse. Les auteurs réussissent à présenter une information complexe, en s'appuyant autant sur des données historiques, organisationnelles et financières que sur un cadre conceptuel moderne.

L'ouvrage est divisé en deux grandes parties : d'abord, la performance et la gouvernance des banques coopératives françaises ; ensuite, la contribution des banques coopératives à l'économie sociale et solidaire, aux enjeux de l'intérêt général (épargne solidaire, lutte contre l'exclusion...). Deux conclusions majeures se dégagent de la première partie de cet ouvrage. Après une analyse rigoureuse de leur performance, les auteurs concluent à une grande efficacité des banques coopératives françaises comparativement aux banques SA. Au-delà de cette nécessaire performance, ils abordent les questions fondamentales touchant l'identité coopérative, particulièrement : est-ce que l'évolution récente des banques coopératives conduit à une banalisation de leur statut ? La nécessaire transformation pour faire face à l'évolution des marchés crée des conditions où

la compatibilité du socle des valeurs et principes coopératifs avec les pratiques d'affaires est remise en question. Est-il nécessaire de sacrifier la logique d'action coopérative pour construire un dispositif d'entreprise qui, tout en assurant la pérennité des banques coopératives, en sacrifiera le sens et la légitimité ?

Au deuxième chapitre (première partie), les questions de gouvernance sont abordées. Tout en offrant une synthèse des théories anglo-saxonnes (théories de l'agence et des droits de propriété), les auteurs font valoir les limites de celles-ci lorsqu'il s'agit d'analyser le cas des banques coopératives françaises. Alors que la théorie économique néoclassique nous annonce que le mode de propriété coopératif n'est pas optimal comparativement à celui de l'entreprise capitaliste, les résultats de l'analyse de la performance des banques coopératives nous ont démontré qu'il n'en était rien. Au contraire, la comparaison faite par les auteurs supporte l'hypothèse d'une performance supérieure à celle des banques SA. Pour chercher à expliquer cet écart avec la théorie économique, les auteurs font valoir les différences entre les banques coopératives françaises et les *credit unions* des pays anglo-saxons. Les banques coopératives françaises ont relevé les défis de la taille, de la structure de réseau, de l'accès aux capitaux, etc. Les solutions ainsi développées ont cependant conduit à une complexification des formes structurelles... d'où l'impact sur la banalisation du statut coopératif. Dans la foulée de cette analyse, les auteurs soulignent les enjeux liés à la répartition de la valeur créée, les arbitrages nouveaux entre actionnaires et sociétaires, le déplacement des lieux de pouvoir vers le haut de la pyramide... donc le rapprochement *de facto* des groupes SA.

Pour faire face à ce nouvel équilibre, les auteurs identifient les efforts des banques coopératives qui tentent une réactualisation de leurs valeurs

et une reconquête de leur sociétariat. Les actions entreprises en ce sens et les limites de celles-ci sont abordées. Les auteurs soulignent donc la difficulté d'une telle réactualisation, plutôt le fait du management et basée principalement sur une approche communicationnelle alors que les fonctions dédiées aux sociétaires ne sont pas touchées. Par ailleurs, la deuxième partie de l'ouvrage cherche à vérifier si les banques coopératives françaises se démarquent par leur participation aux enjeux de l'intérêt collectif. Pour répondre à cette interrogation, les auteurs abordent les volets de l'épargne de conviction et de la lutte contre l'exclusion.

Tout en traitant des différents produits associés à l'épargne de conviction, les auteurs départagent les produits éthiques des produits solidaires. Après avoir fait valoir le flou caractéristique des produits éthiques, alors que les produits solidaires sont clairement associés à des enjeux d'intérêt général, ils posent la question de la place et du rôle des banques SA comparativement aux banques coopératives sur ces créneaux de marchés émergents. Les auteurs concluent que les banques coopératives se démarquent sur le terrain de l'épargne solidaire, particulièrement le crédit coopératif. La quasi-totalité des organismes qui proposent des produits d'épargne solidaire sont des banques coopératives ou des acteurs associatifs qui leur sont liés. Les banques SA sont nettement plus engagées et plus dynamiques dans le domaine des fonds éthiques et de l'investissement socialement responsable.

La question de l'accès aux services bancaires s'avère également hautement pertinente pour apprécier l'expression des valeurs et principes coopératifs dans le dispositif d'affaires qui caractérise les banques coopératives actuelles. Dans cette deuxième section, les auteurs démontrent que les banques coopératives se démarquent des banques SA tant en matière de sélection de la clientèle que de tarification. Alors qu'elles sont plus largement présentes auprès des clientèles à faibles revenus, leur politique de tarification semble moins pénalisante pour les clients aux ressources modestes. Cet ouvrage sur les banques coopératives apporte

un éclairage des plus intéressants au moment où la question de la pertinence des banques coopératives se pose avec une insistance accrue. Tout en reconnaissant une forte tendance à la banalisation suite à la complexification des formes structurelles (présence renforcée des filiales SA, accès aux marchés des capitaux, etc.), les auteurs étudient également les efforts entrepris pour réactualiser les valeurs coopératives et le rôle du sociétariat. Par ailleurs, sur le plan des objectifs et des pratiques d'affaires, il semble acquis que la spécificité coopérative s'exerce (encore) lorsqu'il est question des objectifs d'utilité sociale et d'intérêt général.

Un ouvrage à consulter absolument, qui pose plusieurs questions importantes auxquelles les auteurs cherchent à répondre « visière levée » et avec rigueur.

*Daniel Côté* ●

### **Les dynamiques de l'économie sociale et solidaire**

*Sous la direction de Jean-Noël Chopart, Guy Neyret et Daniel Rault. La Découverte, collection « Recherche », Paris, 2006, 288 p.*

Aux divers travaux publiés récemment dans le champ de l'économie sociale et solidaire, cet ouvrage collectif apporte une contribution originale à plusieurs titres.

Issu d'un programme de recherche, « Dynamiques solidaires », initié par la DIES, il fait état de la vitalité de cet objet de recherche souvent peu visible, mal identifié et peu valorisé qu'est l'économie sociale et solidaire (ESS). Mobilisant les trente-trois recherches financées par ce programme entre 2002 et 2003, son intérêt est de croiser les regards, les thématiques, les disciplines et les terrains. Ce livre est ainsi construit autour de sept chapitres rédigés par les animateurs du programme et les responsables des quatre séminaires thématiques qui lui ont été associés. On y retrouve à la fois des contributions de Danièle Demoustier, Bernard Eme, Jean Gadrey ou Henry Noguès, mais aussi de Michel Autès,